NE

avril 1909.

rie X a solenothèque. Pinaiservatoire de
iner une série
rtistiques. Un
lles du Latran
onheur, et par
e. Pie VI, dont
istique, voulut
belles peintures
blaça dans cette
erie des Candé-

s Alpes, emmeent tableaux. , et de 115 qui ux. Ils allèrent rien faire qu'en a pour négocier ion des tableaux 'est pas toujours e du roi, opposa e que ces objets té de Tolentino. ait ainsi : " Il ne tution, et si les sens, de moralité considérée que en dehors de ses

bonnes raisons, et peut-être plus puissantes qu'elles, Canova avait l'appui du ministre plénipotentiaire anglais, Lord Castelreagh. Et c'est grâce à lui que le ministre de France finit par reconnaître au Souverain-Pontife le droit qui avait été reconnu aux autres états confédérés, celui de reprendre leurs objets d'art qui avaient été emportés en France. Canova n'usa cependant de son droit qu'avec une certaine réserve. Se contentant de prendre 77 objets des plus importants et de première valeur, il laissa, d'accord avec le Souverain-Pontife, les autres en France. L'Angleterre eut alors un mouvement de générosité dont il faut lui savoir gré. Le gouvernement anglais fit remettre à Canova 100,000 francs pour payer les frais de transport de ces objets d'art à Rome. Et Canova étant allé à Londres remercier le gouvernement de ce don, le prince régent y ajouta une autre somme de 100,000 francs pour aider le pape à donner à ces objets une place honorable dans ses musées.

- Mais à ce moment s'agita une question de droit ecclésiastique qui avait bien sa gravité. Les tableaux que les Francais avaient emportés de Rome se divisaient en une double catégorie. Les uns provenaient des Palais apostoliques, et pour eux leur destination à la nouvelle Pinacothèque n'offrait aucun inconvénient ; c'était même leur place naturelle. D'autres, au contraire, venaient des églises de Rome, et pour n'en citer qu'un, la Transfiguration de Raphaël, avait été prise à Saint-Pierre in Montorio, dont elle ornait un des autels. L'avocat Fea fit un mémoire pour soutenir que ces tableaux devaient revenir aux églises qui les possédaient avant la Révolution, parce que ce sont des choses saintes, et que personne, pas même les patrons des églises, ne les leur peuvent enlever. La discussion arriva à faire prévaloir l'avis de l'avocat Bartolucci qui soutenait : « Nos tableaux ont été donnés et restitués personnellement à Sa Sainteté, qui était maîtresse d'en disposer à son gré, la propriété en ayant été perdue par la cession